



REPUBLIC OF GHANA

MINISTRY OF FINANCE

GÉRER LES PRESSIONS BUDGÉTAIRES AU GHANA

***(Mesures de préparation et de
réponse au COVID-19)***

Webinaire de CABRI (30 avril 2020)

***Présentation de
M^{me} Evelyn Arthur
Directrice du Budget***



APERÇU DE LA PRÉSENTATION

1. INTRODUCTION
2. IMPACT DU COVID-19 SUR L'ÉCONOMIE DU GHANA
3. GÉRER LES PRESSIONS ÉCONOMIQUES
4. CONCLUSION



INTRODUCTION

L'année financière et l'année civile du Ghana sont synchronisées et se déroulent de janvier à décembre.

La présentation du Budget 2020 et la politique économique du gouvernement ont été présentées au Parlement par le ministre des Finances le 13 novembre 2019.

Son exécution a commencé le 1^{er} Janvier 2020 et ne se déroulait que depuis tout juste un trimestre lorsque le monde entier a été frappé par la pandémie de COVID-19.



IMPACT DU COVID-19 SUR L'ÉCONOMIE DU GHANA

L'impact socio-économique du COVID-19 sur l'économie du Ghana se fait par des voies directes et indirectes. Il s'agit notamment d'une **insuffisance de recettes** :

Pertes importantes de recettes pétrolières

Les prix du pétrole brut ont diminué, passant de 63,21 USD en novembre 2019 à 16,50,9 USD le baril au 23 avril 2020. En raison de cette chute, le Ghana devrait enregistrer des pertes de recettes de pétrole brut s'élevant à environ 5 679 millions GHS.

Pertes de recettes douanières

La baisse prévue des volumes et des valeurs des importations, ainsi que le ralentissement des activités économiques, entraîneront un manque à gagner en droits à l'importation et en recettes à l'exportation.

Moins-perçu d'autres recettes fiscales

Le ralentissement des activités économiques est susceptible d'entraîner des pertes de recettes non fiscales, telles que la vente du Spectre, l'impôt sur les plus-values et la vente de centrales thermiques, etc.



IMPACT DU COVID-19 SUR L'ÉCONOMIE DU GHANA

Notamment, augmentation des dépenses :

Augmentation des dépenses liées à la santé

L'achat de grandes quantités d'EPI (équipement de protection individuelle) et d'autres équipements liés à la santé augmentera fortement les charges pour le budget.



Conditions de financement strictes

Le ralentissement des activités économiques se traduira probablement par des difficultés de service de la dette (en particulier dans les secteurs qui sont durement touchés comme l'aviation et l'hôtellerie et la restauration) et les mesures de confinement, telles que la distanciation sociale, peuvent entraîner une réduction de la productivité et des pertes d'emplois.



Impact sur l'agriculture

Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et la baisse des activités de demande pourraient entraîner une croissance lente de l'Agriculture. Les perturbations pourraient limiter l'accès des agriculteurs aux intrants, l'insécurité et la peur pourraient avoir un impact négatif sur les décisions de plantation ; et, aussi réduire le volume des principales exportations agricoles.



IMPACT DU COVID-19 SUR L'ÉCONOMIE DU GHANA

Notamment, augmentation des dépenses :

Impact sur le commerce et l'industrie

Les volumes et les valeurs (aussi bien à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale) diminuent également en raison de la pandémie de COVID-19. Nous constatons déjà une réduction considérable des volumes et des valeurs des échanges avec de nombreux pays, en particulier la Chine, qui constitue le premier marché d'importations et le second marché d'exportations du Ghana



Impact sur la croissance du PIB

La menace qui pèse sur le secteur réel montre que le taux de croissance prévu du PIB réel pourrait diminuer, passant de 6,8 % à 2,6 % en cas de cas infectés et à 1,5 % en cas de confinement partiel entre autres.



GÉRER LES PRESSIONS ÉCONOMIQUES

1. Seuil du fonds de stabilisation économique ramené de 300 millions à 100 millions, conformément à l'article 23(3) de la loi sur les modalités de gestion des revenus pétroliers (PRMA), afin de combler le déficit budgétaire créé par la pandémie de COVID-19 ;
2. 1 milliard USD obtenu de la Facilité de crédit rapide (FCR) du FMI pour soutenir les programmes prioritaires proposés par l'État, ainsi que le paiement d'intérêts.
3. Le paiement des intérêts sur les titres de créance non négociables a été reporté
4. Les dépenses pour les biens et services et les dépenses en capital (d'investissement) ont été ajustées à la baisse



GÉRER LES PRESSIONS

5. Recours à la Filière rapide de fourniture de fonds de la Banque mondiale et alignement d'une partie de la facilité existante de la Banque mondiale sur les dépenses encourues pour lutter contre le COVID-19
6. Envisager la possibilité de suspendre les règles de la responsabilité budgétaire prévues par la Loi sur la responsabilité budgétaire de 2018 (Loi 982) afin de permettre au gouvernement de dépasser l'objectif de déficit de 5 % du PIB en 2020, d'environ 1,1 % du produit intérieur brut (PIB) remanié.
7. Le Fonds national d'affectation spéciale pour la lutte contre le COVID-19 a été mis en place et la collaboration des citoyens est sollicitée afin de soutenir par leurs donations le bien-être des pauvres et des personnes vulnérables.



GÉRER LES PRESSIONS ÉCONOMIQUES

7. Le parlement a approuvé un Programme d'atténuation des effets du COVID-19 (*Coronavirus Alleviation Programme (CAP)*) pour remédier à la perturbation des activités économiques et à la misère, et pour sauver et dynamiser nos industries ; le CAP inclut les mesures suivantes :

Soutien aux ménages

- Colis alimentaires et repas chauds fournis à 1 million de personnes au minimum,
- Produits alimentaires achetés au *Ghana National Buffer Stock Company* pour appuyer cette initiative
- Approvisionnement en eau potable et services d'assainissement : le gouvernement s'engage à payer la facture d'eau de tous ses citoyens pendant 3 mois, et à leur livrer de l'eau par camion-citerne.

Allègement fiscal pour les professionnels de la santé

- Exonération d'impôt sur le revenu pour tous les travailleurs de la santé
- Allocation de 50 % du salaire de base pendant 4 mois pour tous les professionnels de la santé de première ligne
- Transport par autobus pour tous les travailleurs de la santé à Accra, Tema, Kumasi et Kasoa

600 millions de prêts à faible taux d'intérêt pour les micro-petites et moyennes entreprises (MPME). Ces prêts concessionnels sont assortis d'un moratoire et de deux



PROCESSUS DE MISE EN OEUVRE

- Le ministre des Finances a mis en place une « Équipe d'intervention face au COVID-19 » constituée de cinq (5) membres

Fonctions du Comité

- Assurer une réponse rapide au traitement des demandes de paiement relatives au COVID-19 dans un délai de 48 à 72 heures de leur réception ;
- Examiner et valider les demandes de fonds pour assurer leur conformité aux procédures opératoires normalisées (Appendice A) et leur éligibilité au financement de la Banque mondiale ;
- Fournir un retour d'information/des rapports à la direction concernant l'utilisation des fonds d'urgence ;
- Réaliser une matrice de toutes les initiatives de lutte contre le COVID-19 en vue de coordonner les objectifs ; et,



Lignes directrices pour l'accès aux fonds

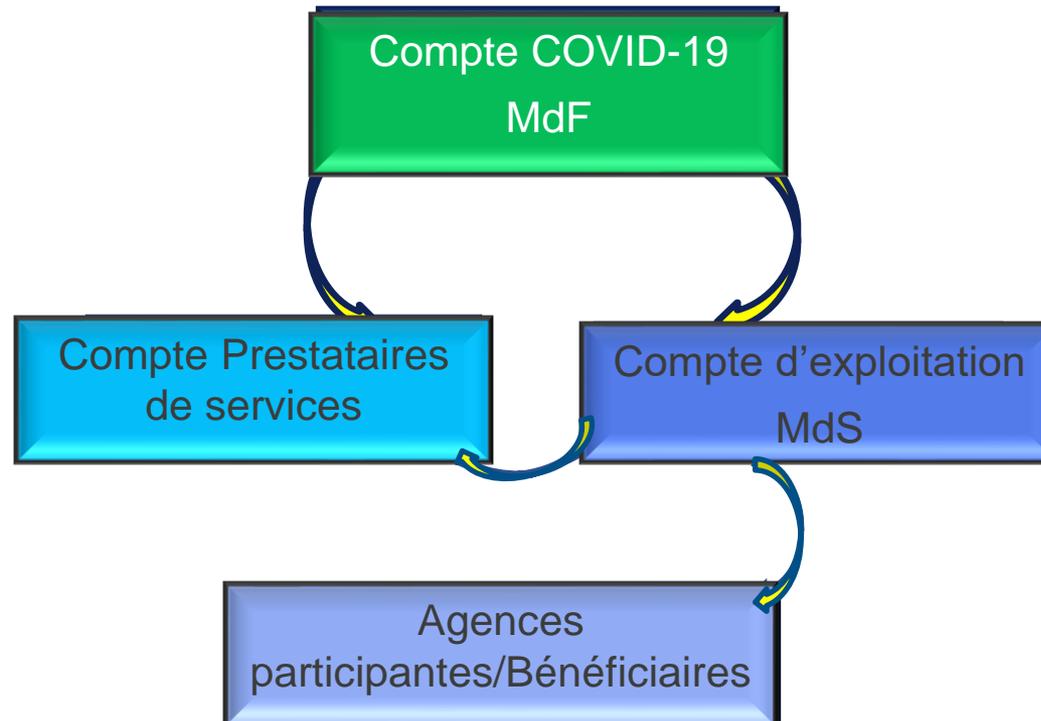
- Toutes les demandes de paiements prioritaires doivent se conformer au Plan de préparation et de réponse au COVID-19 des gouvernements, ainsi qu'aux dépenses éligibles de la Banque mondiale
- Utiliser les systèmes de passation des marchés et de GFP ; la législation sur les marchés publics prévoit, par exemple, des procédures de passation de marchés comme le recours aux contrats à fournisseur unique
- Utiliser en outre les modalités de mise en œuvre des accords de financement de la Banque mondiale
- Utiliser des équipes d'audit interne pour examiner toutes les demandes de paiement au niveau des ministères, départements et agences (MDA)



Lignes directrices pour l'accès aux fonds (suite...)

FLUX DES FONDS

Diagramme 1 – Flux des fonds au titre du compte COVID-19



DÉFIS

- Le plan initial de réponse au COVID-19 mettait l'accent sur les dépenses en matière de santé. À l'heure actuelle, de nouvelles dépenses provenant d'autres secteurs émergent, mettant les ressources disponibles à rude épreuve.



CONCLUSION

- En conclusion, le gouvernement facilite une réponse rapide à la crise, en assurant une meilleure réponse aux besoins des travailleurs de santé de première ligne, afin de prévenir les flambées épidémiques, et en organisant de multiples instruments de gestion financière pour le relèvement de l'économie.
- L'un des objectifs des interventions et des mesures prises pour améliorer l'environnement économique et apporter le soutien nécessaire aux citoyens, est de limiter l'impact du COVID-19.
- Nous sommes convaincus que les mesures prises par le gouvernement pour atténuer l'impact du COVID-19 réussiront, bien que certaines d'entre elles requièrent la participation et l'appui du parlement pour nous permettre d'améliorer le sort économique des citoyens ghanéens.



Je vous remercie

